

برنامج
الأغذية
العالمي



Programme
Alimentaire
Mondial

World
Food
Programme

Programa
Mundial
de Alimentos

Troisième session ordinaire
du Conseil d'administration

Rome, 11-14 octobre 2004

PROJETS SOUMIS AU CONSEIL D'ADMINISTRATION POUR APPROBATION

Point 8 de l'ordre du
jour

Pour approbation



Distribution: GÉNÉRALE
WFP/EB.3/2004/8-B/5
10 septembre 2004
ORIGINAL: ANGLAIS

INTERVENTION PROLONGÉE DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT – CÔTE D'IVOIRE 10372.0

Réponse à la crise en Côte d'Ivoire et à ses
répercussions dans la région (Burkina Faso,
Côte d'Ivoire, Ghana et Mali)

Nombre de bénéficiaires	922 500
Durée du projet	12 mois (1er janvier–31 décembre 2005)
Besoins de produits alimentaires	33 677 tonnes
Coût (dollars E.-U.)	
Coût total pour le PAM	27 398 205
Coût total des produits alimentaires	11 294 216

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil
d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site WEB du PAM
(<http://www.wfp.org/eb>).

NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

Le présent document est présenté au Conseil d'administration pour approbation.

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions de caractère technique à poser sur le présent document, à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur du Bureau régional pour l'Afrique de l'Ouest (ODD): M. M. Darboe

Attaché de liaison principal, ODD: M. T. Lecato tél.: 066513-2370

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter le Superviseur de l'Unité des réunions et de la distribution (tél.: 066513-2328).



RESUME

Fin 2002, une tentative de coup d'état qui a tourné à la rébellion a plongé la Côte d'Ivoire dans le chaos politique et économique; en conséquence, le pays a été divisé: les Forces nouvelles ont pris le contrôle du nord, isolé sur les plans économique et politique tandis que le gouvernement domine le centre et le sud, noyau économique du pays.

La crise en Côte d'Ivoire a eu de graves répercussions économiques sur les pays voisins. Le Burkina Faso et le Mali, et dans une moindre mesure le Ghana, étaient auparavant fortement tributaires de la Côte d'Ivoire, qui offrait un accès aux ports et aux routes et un marché viable. La Côte d'Ivoire représentait jusqu'à 40 pour cent du produit intérieur brut de l'Union économique et monétaire ouest-africaine. De 70 à 80 pour cent du commerce extérieur du Burkina Faso et du Mali au sein de l'Union se faisait avec la Côte d'Ivoire ou passait par elle.

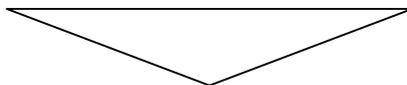
Plus de 1 million de personnes, y compris des Burkinabés et des Maliens qui vivaient et travaillaient en Côte d'Ivoire depuis des générations, ont dû se déplacer à l'intérieur du territoire ou chercher refuge dans leur pays d'origine ou les pays voisins. En Côte d'Ivoire, le conflit a entraîné des pénuries alimentaires à court terme parmi les personnes vulnérables et contribue à la lente dégradation de la sécurité alimentaire à long terme au niveau du pays et des ménages.

La stratégie du PAM pour cette intervention régionale aura les effets suivants:

- elle favorisera le redressement social et économique: la fourniture de vivres, au titre de l'alimentation scolaire d'urgence, du soutien des personnes vivant avec le VIH/SIDA, d'activités vivres pour la formation et la protection des semences, contribuera au rétablissement et à la préservation des actifs humains et productifs; la plupart des bénéficiaires de l'intervention relèvent de cette catégorie d'activités; leur nombre s'élèvera à 598 000 en Côte d'Ivoire, 90 000 au Burkina Faso, 51 000 au Mali et 4 000 au Ghana;
- elle sauvera des vies: des vivres seront fournis pour une durée limitée aux populations touchées par la guerre, au titre de distributions générales et de programmes d'alimentation sélective. En Côte d'Ivoire et au Ghana, la composante secours de cette intervention visera les réfugiés, les personnes déplacées à l'intérieur du pays et les rapatriés, ainsi que les personnes vulnérables, soit au total 104 500 bénéficiaires; au Burkina Faso et au Mali, 75 700 rapatriés seront les principaux bénéficiaires des secours alimentaires;
- elle favorisera la préparation du pays aux situations d'urgence, grâce à la planification préalable et au transfert des ressources pour faire face aux déplacements de populations vers le Mali, le Burkina Faso et le Ghana; et
- elle appuiera l'analyse des tendances nationales de la sécurité alimentaire en Côte d'Ivoire, ce qui permettra de déterminer les interventions immédiates et futures et d'aider les gouvernements à mettre au point des politiques et des outils durables pour la sécurité alimentaire.



PROJET DE DECISION*



Le Conseil approuve l'IPSR Côte d'Ivoire 10372.0, "Réponse à la crise en Côte d'Ivoire et à ses répercussions dans la région (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Ghana et Mali)" (WFP/EB.3/2004/8-B/5).

* Ceci est un projet de décision. Pour la décision finale adoptée par le Conseil, voir le document intitulé "Décisions et recommandations" publié à la fin de la session du Conseil.



INTRODUCTION

1. La présente IPSR, d'une durée d'un an, qui vise à répondre à la crise en Côte d'Ivoire et dans les pays voisins, ainsi que l'IPSR 10064.3 complémentaire destinée à la sous-région, "Transition après le conflit dans la Région côtière de l'Afrique de l'Ouest", sont soumises au Conseil d'administration pour approbation. Ces deux IPSR devraient être étudiées en parallèle avec le document intitulé "Stratégie et modalités opérationnelles à appliquer par le PAM pendant la période de transition dans les pays d'Afrique de l'Ouest touchés par des conflits, 2005-2006) (WFP/EB.3/2004/INF/7), qui décrit la stratégie à adopter pour attaquer les problèmes humanitaires et de sécurité alimentaire pendant la période de transition après un conflit dans la sous-région de l'Afrique de l'Ouest.

CONTEXTE ET JUSTIFICATION

Contexte de la crise

2. Depuis les derniers mois de 2002, la Côte d'Ivoire est plongée dans le chaos politique et économique. Suite à la tentative de coup d'état qui a tourné à la rébellion en septembre 2002, le pays est divisé et demeure aujourd'hui en proie à une grande insécurité. Plus de 1 million de personnes, y compris de nombreux Burkinabés et Maliens travaillant dans les plantations de cacao et de café ivoiriennes depuis des générations, ont dû se déplacer ou se réfugier dans leur pays d'origine ou des pays voisins. Bien qu'il soit essentiellement interne, le conflit en Côte d'Ivoire a été attisé par l'anarchie et les luttes ethniques au Libéria, auxquelles il a aussi contribué, ce qui montre bien qu'une crise dans l'un des pays de la région prend rapidement des dimensions plus vastes. Les factions armées libériennes, qui proviennent des mêmes ethnies que leurs voisins de l'autre côté de la frontière, ont participé directement aux combats entre les deux parties adverses dans l'ouest de la Côte d'Ivoire.
3. En vertu de l'Accord de Linas-Marcoussis conclu entre les rebelles des Forces nouvelles basés au nord et le gouvernement, un gouvernement de réconciliation composé de ministres de toutes les factions a été constitué en avril 2003¹. Toutefois, la coopération véritable a été superficielle et irrégulière. En mai 2004, les Forces nouvelles ont officiellement quitté le gouvernement de réconciliation pour protester contre des nominations ministérielles et la stagnation concernant certains éléments du processus de Marcoussis, comme le désarmement, la réforme agraire, le régime électoral et les lois sur la nationalité. À la mi-2004, le désarmement, la démobilisation et la réintégration étaient bloqués.
4. La Côte d'Ivoire d'aujourd'hui se caractérise par la division. Sur le plan politique, les Forces nouvelles contrôlent le nord qui est économiquement isolé. Les régions du centre et du sud, qui sont le moteur économique du pays, sont sous le contrôle du gouvernement. L'opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire, force de maintien de la paix, sert de tampon entre les deux factions. Les forces de l'opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire se composent actuellement de 3 081 hommes, et devraient en compter 6 000 d'ici

¹ Les Forces nouvelles sont issues du regroupement de l'ex-Mouvement patriotique de Côte d'Ivoire, le principal groupe rebelle, et de ses deux ramifications dans l'ouest du pays, à savoir le Mouvement populaire ivoirien du Grand Ouest et le Mouvement pour la justice et la paix.



août 2004, avec en renfort 4 000 hommes du contingent français². Certains groupes de personnes déplacées ont regagné leur foyer en 2003–2004, mais les causes profondes du conflit n'ont toujours pas été traitées de manière adéquate. La tension qui persiste entre les groupes politiques et ethniques peut toujours provoquer des explosions, comme on l'a vu lors des manifestations politiques et des atteintes aux droits de l'homme à Abidjan en mars 2004, et lors des luttes ethniques sporadiques sur la ligne nord-sud, qui ont entraîné des déplacements de population.

⇒ *Impact de la crise sur la région*

5. La guerre civile et la crise économique en Côte d'Ivoire ont durement touché les pays voisins. La Côte d'Ivoire était autrefois la première puissance économique de la sous-région, représentant 40 pour cent du produit intérieur brut (PIB) de l'Union économique et monétaire ouest-africaine et les pays voisins sont fortement tributaires de son économie. Par exemple, de 70 à 80 pour cent du commerce extérieur du Burkina Faso et du Mali au sein de l'Union se fait avec la Côte d'Ivoire ou passe par elle. Ce qui est peut-être plus important encore, au fil des années, des centaines de milliers de travailleurs migrants ont trouvé en Côte d'Ivoire un emploi et une résidence permanente, alors qu'ils n'avaient guère de possibilités dans leur propre pays sans ressources. Les envois de fonds de la Côte d'Ivoire vers ses voisins, en particulier le Mali et le Burkina Faso, constituent une source de revenus considérable; le ralentissement de la croissance dans ces pays est lié au tarissement de ces envois³. Le Burkina Faso et le Mali sont particulièrement mal équipés pour supporter ces nouvelles difficultés, du fait de leur propre pauvreté chronique, de la sécheresse et d'autres problèmes. Le Ghana est plus à même de gérer les crises, mais les répercussions des conflits en cours dans la sous-région ont pesé sur les ressources locales et affaibli l'infrastructure des villes et villages frontaliers, qui ont accueilli des dizaines de milliers de demandeurs d'asile et de ressortissants de pays tiers en transit.

Analyse de la situation

⇒ *Impact de la crise sur la sécurité alimentaire*

6. Jusqu'à une date récente, la Côte d'Ivoire n'avait jamais connu de pénuries alimentaires, mais le conflit a provoqué une grave insécurité alimentaire à court terme parmi les personnes vulnérables dans une vaste partie du territoire, et il semble contribuer à une lente dégradation de la sécurité alimentaire à long terme au niveau des ménages et du pays. Les caractéristiques de la vulnérabilité alimentaire varient suivant les régions: le nord et l'ouest sont généralement plus exposés du fait du blocus économique imposé par les Forces nouvelles sur le territoire qu'elles occupent dans le nord, et du conflit et des destructions dans l'ouest. Dans leur dernière évaluation conjointe des besoins alimentaires, le PAM et l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) ont conclu que

² La force française, approuvée par les Nations Unies, est dénommée "Licorne".

³ Par exemple, les envois de fonds en provenance de Côte d'Ivoire représentent 3 pour cent de la totalité des revenus des ménages burkinabés (processus régional d'appels communs des Nations Unies pour 2004); au Mali, une étude de l'Unité d'analyse et de cartographie de la vulnérabilité (ACV) du PAM effectuée en 2000 a montré que les envois de fonds constituent la principale source de revenus des personnes vulnérables dans les régions les plus pauvres.



les cultures vivrières et les cultures de rente devraient produire beaucoup moins en 2003⁴ et ont identifié plusieurs facteurs ayant eu des répercussions négatives sur la sécurité alimentaire des ménages, notamment les déplacements massifs, l'insécurité, l'épuisement des stocks de vivres et de semences, l'échec ou la perturbation d'au moins deux campagnes agricoles, la désagrégation des services sociaux et l'effondrement des marchés pour les produits vivriers et les produits de rente suite à la division du nord et du sud et aux extorsions pratiquées aux barrages routiers dans tout le pays.

7. Les mécanismes de survie permettant d'assurer la transition ou de retrouver une sécurité alimentaire durable en Côte d'Ivoire restent incomplets ou insuffisants. Dans l'ouest du pays, bon nombre de ceux qui ont regagné leur village dévasté ont raté la campagne principale de semis de 2003; d'autres n'ont pas eu les moyens de se procurer des semences, des outils et autres intrants. Les superficies ensemencées ont progressé en 2004, mais la pénurie de semences et d'outils continue de limiter la production familiale; plusieurs cycles de plantation seront nécessaires avant que les populations puissent espérer retrouver, dans une certaine mesure, une autosuffisance durable en matière de production vivrière.
8. Même dans les zones où les quantités de vivres sont suffisantes, la population tend à adopter un régime alimentaire moins équilibré (évaluation FAO/PAM des besoins alimentaires —février et décembre 2003). Dans les zones touchées par la crise, notamment l'ouest, la sécurité alimentaire à court terme continuera d'être particulièrement affectée, surtout pendant la période de soudure qui s'étend de mai à septembre selon les régions.

⇒ *Impact de la crise sur la situation nutritionnelle et sanitaire*

9. Selon le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), les indicateurs sociaux et sanitaires —mortalité infantile, mortalité maternelle et prévalence du VIH/SIDA et d'autres maladies infectieuses— déjà préoccupants avant la crise, se sont considérablement dégradés depuis septembre 2002, en particulier dans le nord où environ 85 pour cent des agents de santé publique ne sont plus à leur poste⁵. La situation est analogue dans les zones touchées par la guerre de l'ouest du pays. Le système éducatif de la Côte d'Ivoire a aussi été en grande partie détruit: 800 000 enfants des écoles primaires ont perdu deux années consécutives, en partie ou totalement. À la mi-2004, 60 pour cent seulement des enseignants étaient revenus dans les zones du nord et de l'ouest touchées par la guerre et l'insécurité alimentaire.
10. Enfin, la situation nutritionnelle des réfugiés au Ghana, en particulier celle des nouveaux venus et des ménages dirigés par une femme, pourrait se dégrader si leurs conditions de vie et leur régime ne s'améliorent pas. Une évaluation des besoins d'urgence effectuée dans le camp de réfugiés de Buduburam en mai 2004 a montré que la consommation alimentaire d'un quart des réfugiés était très insuffisante et limitée, du fait des nouveaux afflux de réfugiés et du retrait progressif de l'aide alimentaire du PAM à partir de 1999.

⁴ *Rapport d'évaluation FAO/PAM sur l'évaluation des récoltes et des disponibilités alimentaires*. Mars 2004. Rome. Les diminutions projetées par rapport à la moyenne sur cinq ans étaient de 15 pour cent pour le riz, 16 pour cent pour le maïs, 23 pour cent pour le sorgho et 27 pour cent pour le mil. Une baisse des exportations était prévue par rapport à 2002, comme suit: fèves de cacao, 14 pour cent, café, 29 pour cent et coton, 25 pour cent.

⁵ UNICEF. Mai 2003. *Crise ivoirienne: situation des enfants et des femmes affectées et réponses humanitaires* (projet). Genève.



Politiques et mesures au niveau national et régional pour assurer la transition

11. Le Cabinet du Premier Ministre était responsable des activités prévues par le Gouvernement ivoirien pour répondre à la crise, faute de coordination ayant permis de mettre en place au sein de l'administration un organisme de contrepartie susceptible d'appuyer et de conseiller la communauté internationale.
12. En mars 2004, tous les représentants de la Direction régionale de l'éducation nationale avaient été redéployés dans le nord. La coordination des activités scolaires dans l'ensemble du pays est ainsi assurée par le Ministère de l'éducation.
13. Dans les zones contrôlées par le gouvernement, le Ministère de l'agriculture assure la coordination de la politique agricole avec les parties prenantes internationales; l'Agence nationale d'appui au développement rural se charge de l'assistance technique et des services spécialisés en faveur des programmes agricoles sur le terrain. Dans le nord et l'ouest, il n'existe pas de services publics à même d'orienter et d'appuyer les activités agricoles. Les ONG locales et les associations d'agriculteurs fournissent des services de sensibilisation et de vulgarisation au niveau communautaire, mais leurs capacités sont insuffisantes.
14. Les Gouvernements burkinabé, ghanéen et malien ont l'expérience du problème des personnes déplacées et des réfugiés mais n'ont guère les moyens de le traiter. Leur principal objectif en ce qui concerne la crise en Côte d'Ivoire est de réduire les effets, sur des communautés déjà fragiles, de l'arrivée de rapatriés, en particulier en cas d'afflux massif. La dimension régionale des opérations d'urgence du PAM permet l'application rapide de mécanismes de préparation afin d'activer les capacités d'intervention pertinentes dans les pays voisins.

Opérations du PAM dans la sous-région à ce jour

15. Le PAM a approuvé trois opérations d'urgence en Côte d'Ivoire depuis le début de la crise à la fin de 2002. En mai 2004, les contributions des donateurs avaient couvert 72 pour cent de la totalité des besoins; les besoins de la Côte d'Ivoire représentent 80 pour cent de l'intervention. Jusqu'à la mi-2003, les activités du PAM dans les pays voisins étaient destinées aux populations en transit et aux rapatriés; depuis lors, le soutien accordé par le Bureau régional humanitaire de coordination et d'appui du PAM, basé à Abidjan, a permis aux bureaux de pays, qui s'occupaient essentiellement d'activités de développement avant la crise, de formuler des activités plus ciblées et axées sur le redressement, afin d'atténuer l'impact de la crise et de compléter les activités de développement en cours au titre des programmes de pays.

STRATEGIE DE REDRESSEMENT—STRATEGIE ET OBJECTIFS DU PAM POUR LES ACTIVITES D'AIDE HUMANITAIRE ET DE TRANSITION

Besoins des bénéficiaires

16. L'IPSR 10372.0 proposée pour la sous-région en 2005 se fonde sur des évaluations conjointes exhaustives et des consultations entre les bureaux de pays du PAM et les Gouvernements burkinabé, ivoirien, ghanéen et malien ainsi que les principaux partenaires —Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), UNICEF, FAO, Office allemand de la coopération technique, Action contre la faim, Médecins sans frontières (MSF), Solidarités, Société coopérative pour l'aide au monde entier, *Oxford Committee for*



Famine Relief (Oxfam)— et les organisations non gouvernementales nationales. Les responsables de l'IPSR menée dans la région côtière d'Afrique de l'Ouest ont été consultés par souci de coordination avec les interventions menées dans les zones du Libéria et de Guinée situées à la frontière de la Côte d'Ivoire. L'IPSR tient compte des recommandations et des chiffres convenus aux fins de la planification à l'issue des évaluations et des consultations et elle a servi de base à chaque bureau de pays du PAM pour élaborer un plan d'exécution détaillé.

Rôle de l'aide alimentaire

17. Du fait du conflit et de l'impasse politique, la Côte d'Ivoire risque de s'enfoncer encore dans la pauvreté et l'insécurité alimentaire. À supposer que la paix fragile se maintienne, la stratégie du PAM pour cette IPSR de portée régionale vise à transférer l'aide accordée actuellement au titre de l'opération d'urgence en faveur d'investissements permettant d'assurer la sécurité alimentaire à long terme et de contribuer au rétablissement de la paix en préservant les actifs humains au sein des communautés touchées par le conflit. Étant donné l'incertitude politique, le PAM propose une intervention d'une année seulement. Les principales caractéristiques de la stratégie du PAM pour cette IPSR sont les suivantes:
- **Fournir des vivres à titre d'investissement permettant de rétablir et de préserver les actifs humains et productifs**, de façon à favoriser le redressement social et économique. Les enfants scolarisés dans les zones touchées par l'insécurité alimentaire et les agriculteurs s'efforçant de reconstituer leurs moyens de subsistance seront les principaux groupes visés.
 - **Dans une moindre mesure, fournir une aide alimentaire à court terme aux populations touchées par la guerre afin de sauver des vies.** Cette activité concernera essentiellement les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI) qui ne disposent guère d'autres mécanismes leur permettant d'assurer leur sécurité alimentaire. Les rapatriés seront également visés.
 - **Analyser les tendances de la sécurité alimentaire au niveau national**, afin de comprendre la situation globale de la sécurité alimentaire et de donner aux gouvernements, au PAM, aux donateurs et aux ONG une idée des perspectives à long terme en ce qui concerne les politiques de sécurité alimentaire, ainsi que des outils de ciblage et de planification pour les interventions immédiates.
18. S'agissant du Burkina Faso et du Mali, la stratégie du PAM consiste à appuyer le redressement et la réintégration, au moyen d'une alimentation scolaire d'urgence et d'activités limitées de remise en état de l'agriculture, afin de contribuer à la stabilisation des communautés affectées par l'arrivée des rapatriés et des réfugiés à la suite de la crise de Côte d'Ivoire, et à fournir une aide aux réfugiés et autres groupes vulnérables. Au Ghana, la stratégie du PAM consiste à aider les réfugiés libériens et à atténuer l'impact des populations en transit sur les infrastructures et les services sociaux de base.

Évaluation des risques

19. Il est vraisemblable que l'année 2005 sera elle aussi marquée par des réticences politiques à s'engager dans la voie de la paix et de la réconciliation. Les élections nationales prévues pour 2005 pourraient accentuer les tensions. La présence de l'opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire et l'opération Licorne permettront probablement d'éviter que la situation ne se dégrade et tourne à la confrontation violente et généralisée.



20. Le PAM sera en mesure d'agir rapidement, que la situation s'améliore ou se dégrade. La préparation aux situations d'urgence, y compris la planification d'urgence et le transfert de ressources pour parer aux déplacements de populations transfrontaliers, est évoquée dans le document intitulé "Stratégie et modalités opérationnelles à appliquer par le PAM pendant la période de transition dans les pays d'Afrique de l'Ouest touchés par des conflits, 2005–2006" (WFP/EB.3/2004/INF/7) et dans le plan d'urgence pour la Côte d'Ivoire. L'instabilité politique qui a marqué 2004 pourrait entraîner des troubles intérieurs et même une reprise des combats. D'un autre côté, une avancée politique permettrait au PAM d'appuyer le processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration. Le bureau auxiliaire du PAM en Côte d'Ivoire est à même de faire face à l'une et l'autre éventualité. Si le processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration s'accélère, le PAM s'est engagé à l'appuyer, en particulier en ce qui concerne la réintégration des ex-combattants, par le biais de colis de rapatriement, d'activités vivres-contre-travail (VCT) et vivres pour la formation (VPF) dans les zones de retour.
21. L'insuffisance des capacités d'exécution dans le secteur agricole et la pénurie de fonds pour les semences et les outils, qui ont entravé les opérations en Côte d'Ivoire en 2004, restent un risque majeur. Dans les zones particulièrement touchées par l'insécurité alimentaire de l'ouest et du nord du pays, les services d'appui technique n'ont pas encore été rétablis et il est peu vraisemblable qu'ils le soient en 2005. Pour surmonter les risques liés à l'insuffisance des capacités, le PAM a intensifié en 2004 sa concertation avec la FAO pour la planification, le soutien technique et la mobilisation de fonds. Quelques ONG internationales et locales ont été retenues en vue d'un renforcement des partenariats dans le domaine du renforcement des capacités. Le PAM pourrait lui-même rechercher des financements pour l'achat de semences et d'outils si les contributions en espèces et en nature des donateurs étaient insuffisantes.

But général et objectifs

22. La présente IPSR a pour but de contribuer à la stabilité de la sous-région et à la sécurité alimentaire des ménages par le biais d'interventions qui préservent les actifs humains et productifs et favorisent le redressement des personnes vulnérables qui ont souffert de la crise en Côte d'Ivoire.

⇒ Objectifs

23. Les objectifs immédiats et priorités stratégiques correspondantes de cette IPSR de portée régionale (voir l'annexe III) sont les suivants:
- stabiliser le taux de malnutrition dans les populations touchées par la crise qui bénéficient de l'aide du PAM au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Mali (priorité stratégique 1);
 - accroître la capacité de gérer les crises et de couvrir les besoins alimentaires (priorité stratégique 2);
 - favoriser la scolarisation et la fréquentation des élèves garçons et filles dans les écoles primaires bénéficiant de l'aide du PAM (priorité stratégique 4);
 - améliorer l'état nutritionnel et sanitaire des femmes en Côte d'Ivoire, des enfants en Côte d'Ivoire et au Ghana, des personnes vivant avec le VIH/SIDA et d'autres groupes vulnérables en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Mali (priorité stratégique 3).



PLAN D'EXECUTION

Principales composantes du programme

24. En Côte d'Ivoire, les activités immédiates de secours seront exécutées parallèlement à des investissements en faveur du redressement. Au Burkina Faso et au Mali, le PAM visera les familles de rapatriés et les familles d'accueil vulnérables qui ne bénéficient pas des programmes de pays menés par le PAM, grâce à la fourniture, pour une durée limitée, de colis de secours et de réintégration. La stratégie du PAM au Ghana consiste à fournir une aide aux réfugiés libériens et à atténuer l'impact des populations en transit sur les infrastructures et les services sociaux de base.

Bénéficiaires, assortiments alimentaires et besoins de produits

25. La ventilation complète du nombre de bénéficiaires par pays et par type d'intervention figure au tableau 1. Le tableau 2 indique le volume total de produits alimentaires nécessaires pour l'IPSR et les besoins en produits alimentaires par type d'intervention et par pays.

TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES, PAR PAYS ET PAR TYPE D'INTERVENTION					
Type d'intervention	Côte d'Ivoire	Burkina Faso	Mali	Ghana	Région
SECOURS					
Distribution générale					
Réfugiés	9 000			5 000	14 000
PDI	8 500				8 500
Rapatriés	10 000	50 000	10 300		70 300
Distribution d'urgence	10 000				10 000
Personnes en transit	15 000	15 000	400		30 400
Période de soudure	40 000				40 000
Total, distribution générale	92 500	65 000	10 700	5 000	173 200
Alimentation sélective					
Thérapeutique	300				300
Complémentaire et SMI*	3 500			1 000	4 500
Ration à emporter après l'alimentation thérapeutique**	1 500				1 500
Total, alimentation sélective	5 300		-	1 000	6 300



**TABLEAU 1: NOMBRE DE BÉNÉFICIAIRES, PAR PAYS
ET PAR TYPE D'INTERVENTION**

Type d'intervention	Côte d'Ivoire	Burkina Faso	Mali	Ghana	Région
REDRESSEMENT					
Aide aux groupes vulnérables					
Alimentation institutionnelle/ personnes vivant avec le VIH/SIDA	3 000				3 000
Personnes vivant avec le VIH/SIDA /orphelins et autres enfants vulnérables	15 000		1 300	4 000	20 300
Total, groupes vulnérables	18 000		1 300	4 000	23 300
Alimentation scolaire d'urgence					
Total, alimentation scolaire d'urgence	465 000		8 800		473 800
Vivres pour l'autosuffisance—y compris protection des semences et activités VCT					
Total, vivres pour le redressement	115 000	90 000	40 900		245 900
TOTAL GÉNÉRAL	695 800	155 000	61 700	10 000	922 500

* Santé maternelle et infantile.

** Les enfants qui sortent d'un centre d'alimentation thérapeutique devraient normalement être pris en charge par les programmes d'alimentation complémentaire; dans certains endroits de Côte d'Ivoire ne bénéficiant pas de tels programmes, MSF laisse partir les enfants avec une ration familiale à emporter.

**TABLEAU 2: BESOINS DE PRODUITS ALIMENTAIRES PAR PAYS ET PAR TYPE
D'INTERVENTION (tonnes)**

Type d'intervention	Côte d'Ivoire	Burkina Faso	Ghana	Mali	Total
SECOURS					
Distribution générale	6 324	1 680	2 045	356	10 405
Réfugiés	1 823		2 030	343	4 196
PDI	1 722				1 722
Rapatriés	500	1 665			2 165
Ration de transit	15	15	15	13	58
Distribution d'urgence	500				500
Distribution en période de soudure	1 764				1 764
Alimentation sélective	697	-	-	-	697
Thérapeutique	16				16
Complémentaire et SMI	377				377
Ration à emporter après l'alimentation thérapeutique*	304				304



TABLEAU 2: BESOINS DE PRODUITS ALIMENTAIRES PAR PAYS ET PAR TYPE D'INTERVENTION (tonnes)					
Type d'intervention	Côte d'Ivoire	Burkina Faso	Ghana	Mali	Total
REDRESSEMENT					
Aide aux groupes vulnérables	3 647	0	0	263	3 910
Personnes vivant avec le VIH/SIDA/ration à emporter	3 039				3 039
Alimentation institutionnelle/ personnes vivant avec le VIH/SIDA	608			263	871
Alimentation scolaire d'urgence	11 787	-	-	678	12 465
Alimentation scolaire d'urgence	11 787			678	12 465
Vivres pour l'autosuffisance, y compris protection des semences et activités VCT	3 485	1 598	-	1 117	6 200
VCT	3 485	1598		1 117	6 200
TOTAL	25 940	3 278	2 045	2 414	33 677

* Les enfants qui sortent d'un centre d'alimentation thérapeutique devraient normalement être pris en charge par les programmes d'alimentation complémentaire; dans certains endroits de Côte d'Ivoire ne bénéficiant pas de tels programmes, MSF laisse partir les enfants avec une ration familiale à emporter.

Sélection des activités et description des bénéficiaires

26. Intervention d'urgence comprenant la distribution de rations générales et/ou de biscuits à forte teneur énergétique:

- **Réfugiés et PDI.** Les personnes déplacées à la suite de conflits armés et d'opérations d'intimidation, dont la plupart sont des femmes et des enfants, recevront une ration générale complète de 2 100 kilocalories par jour. Au cours des deux premiers jours de déplacement, des biscuits à haute teneur énergétique seront distribués.
- **Rapatriés.** Les personnes de retour dans leur village recevront une ration générale de 2 100 kilocalories pendant deux à trois mois, selon qu'elles seront jugées aptes à participer à des programmes de réintégration ou d'autres programmes de soutien.
- **Ménages souffrant d'insécurité alimentaire à court terme pendant la période de soudure allant de mai à septembre.** Ces ménages recevront jusqu'à trois mois de rations générales réduites, soit 1 835 kilocalories, jusqu'à la prochaine récolte. Les bénéficiaires visés recevront cette ration réduite parce qu'ils disposent de moyens limités pour faire face à l'insécurité alimentaire. Cette activité visera 8 000 ménages dans les zones les plus vulnérables situées à l'ouest du pays.
- **Distribution alimentaire d'urgence et rations de transit composées de biscuits à forte teneur énergétique.** La distribution alimentaire d'urgence se fera sous forme de rations d'urgence en cas d'interventions imprévues et est destinée aux personnes en mouvement jusqu'à ce qu'elles puissent se stabiliser.



27. Intervention d'urgence sous forme d'alimentation ciblée:

- **Enfants souffrant de malnutrition grave ou modérée.** Lorsque des cas de malnutrition seront diagnostiqués par les services de nutrition ou les services médicaux des partenaires d'exécution, le PAM fournira aux enfants et aux adultes qui les accompagnent des rations thérapeutiques et complémentaires dans le cadre de l'alimentation thérapeutique.
 - ⇒ l'alimentation complémentaire fournira 1 250 kilocalories par jour aux enfants souffrant de malnutrition modérée (rapport poids/taille équivalant à 70–79 pour cent de la médiane de référence);
 - ⇒ l'alimentation thérapeutique fournira 725 kilocalories par jour aux enfants souffrant de malnutrition grave (rapport poids/taille inférieur à 70 pour cent de la médiane de référence) et à toutes les personnes atteintes d'œdème, en plus des rations thérapeutiques de lait fournies par les ONG médicales.

Intervention en faveur du redressement

28. **Enfants des écoles primaires.** L'alimentation scolaire d'urgence devrait permettre le retour à une vie normale des communautés traumatisées en offrant un milieu favorable aux enfants et aux familles des zones touchées par le conflit. Les écoles seront sélectionnées en fonction du degré d'insécurité alimentaire, sur la base d'analyses de la vulnérabilité axées tout particulièrement sur les zones de retour. En Côte d'Ivoire, on estime le nombre de bénéficiaires à 465 000, dont 200 000 vivent dans le nord du pays et 265 000 dans le sud. Dans le nord, le PAM fournira également des rations individuelles d'encouragement aux enseignants volontaires qui ne sont pas rémunérés.
29. Au Mali, la base du programme d'alimentation scolaire du PAM pour le développement sera élargie pour devenir un projet d'urgence couvrant les zones du sud, où se trouvent de nombreux rapatriés ne bénéficiant pas actuellement du programme de pays; on estime à 8 800 le nombre de bénéficiaires de l'alimentation scolaire d'urgence.
30. Les rations fournies au titre de l'alimentation scolaire d'urgence varient légèrement d'un pays à l'autre, en raison des préférences alimentaires et de l'harmonisation avec les programmes de pays. En Côte d'Ivoire, cette ration comprendra du riz, des légumineuses, de l'huile et du sel, représentant un apport de 729 kilocalories par jour. On envisagera la possibilité d'ajouter à cet assortiment 30 grammes de mélange maïs-soja produit localement par jour pour pallier aux carences en micronutriments, dans le cadre d'un programme pilote d'achat et de distribution. Au Mali, la ration se composera d'huile, de légumineuses, et soit du riz, soit de la farine de maïs, soit du blé boulgour.
31. **Protection des semences à l'intention des agriculteurs souffrant d'insécurité alimentaire en Côte d'Ivoire.** La distribution de rations alimentaires, en liaison avec des semences, et des outils empêchera les agriculteurs de consommer leurs semences et les aidera pendant la campagne agricole. Cette activité visera les zones les plus exposées à l'insécurité alimentaire de l'ouest du pays, où les populations victimes du conflit ont encore beaucoup de mal à recommencer à vivre de l'agriculture. Les vivres seront distribués à 20 000 ménages (soit 100 000 bénéficiaires) sous forme de rations familiales types pour cinq personnes.
32. Les pénuries de semences, d'outils et d'engrais sont autant de facteurs qui empêchent d'obtenir des récoltes susceptibles d'atténuer les pénuries alimentaires des ménages avec le temps. En collaboration avec la FAO, des ONG locales et les comités de villages, le PAM ciblera les personnes vulnérables, les communautés accueillant un grand nombre de PDI et de rapatriés et les ménages dirigés par une femme.



33. Au Burkina Faso et au Mali, un programme régional de protection des semences mené par la FAO à des fins de réintégration et de soutien à la production agricole, constituera le mécanisme principal de ciblage pour le PAM, dont les efforts porteront essentiellement sur les régions où l'afflux de rapatriés est important. Les rations visant à assurer la protection des semences comprendront des céréales, de l'huile et des légumineuses.
34. En raison des conditions défavorables, les communautés dont les mécanismes de survie étaient déjà fragiles seront probablement de plus en plus exposées à l'insécurité alimentaire saisonnière.
35. **Personnes vivant avec le VIH/SIDA, orphelins et autres enfants vulnérables et leur foyer ou les personnes qui s'occupent d'eux.** Les rations familiales contribueront à assurer un apport alimentaire suffisant et permettront de transférer des revenus afin d'inclure dans le budget familial des dépenses non alimentaires, lesquelles renforceront à leur tour la capacité des bénéficiaires à dispenser des soins. En attendant les résultats des initiatives pilotes entreprises avec deux réseaux d'ONG, le nombre de bénéficiaires est estimé à 3 000 ménages (soit 15 000 personnes). Les rations destinées à cette intervention en faveur du redressement se composeront de riz, de légumineuses, de mélange maïs-soja, d'huile et de sel, représentant un apport de 2 100 kilocalories.
36. Le PAM dispensera également, à titre expérimental, des cours de sensibilisation au VIH/SIDA et fournira une aide alimentaire aux personnes atteintes vivant dans des institutions en Côte d'Ivoire et au Mali, ainsi qu'aux familles touchées.

Partenariats

37. L'aide alimentaire du PAM sera complétée par d'autres types d'assistance, à savoir semences et outils, trousseaux scolaires et rémunération des enseignants, programmes SMI pour protéger les acquis nutritionnels, et soins et hygiène dans les camps de PDI. Dans la mesure du possible, les programmes du PAM seront exécutés par le biais d'ONG internationales et locales dotées de capacités suffisantes; le PAM plaidera auprès des pouvoirs publics et d'autres organismes humanitaires afin qu'ils mettent en œuvre des programmes. Si ses partenaires n'ont pas de capacités suffisantes, le PAM devra exécuter seul ses programmes d'aide alimentaire en faisant appel à du personnel temporaire encadré par des responsables de programme issus des bureaux auxiliaires et des contrôleurs de l'aide alimentaire. Le PAM s'efforcera autant que possible de tirer parti des partenariats et des mécanismes de coordination qui ont fait leurs preuves en 2004.
38. Dans la mesure du possible, le PAM poursuit la collaboration avec le Gouvernement ivoirien en vue de maintenir les capacités qui ont été créées grâce au programme de développement d'avant la crise. En 2005, le PAM s'emploiera à renforcer les capacités du gouvernement par le biais d'une formation au suivi des produits et à la gestion axée sur les résultats.
39. Le PAM veillera à ce que la prévention et la sensibilisation au VIH/SIDA figurent au programme des écoles recevant une aide alimentaire, grâce à des activités de plaidoyer menées avec la Direction nationale des cantines scolaires qui est chargée de gérer les activités d'alimentation scolaire en Côte d'Ivoire, et avec l'UNICEF qui a publié récemment une brochure sur le VIH/SIDA à l'intention des écoliers. Le PAM mettra à disposition ses capacités logistiques pour gérer la distribution du matériel de sensibilisation et de formation.



Apports non alimentaires

40. Le PAM continuera de prévoir des fonds pour fournir des articles non alimentaires essentiels, afin de compléter son apport alimentaire. Les intrants de base —semences et outils— (estimés à 1 million de dollars E.-U. pour 14 000 ménages en Côte d'Ivoire) compléteront les apports fournis par la FAO. Les achats de semences et d'outils se feront en consultation avec la FAO.
41. Le soutien apporté à la Direction nationale des cantines scolaires mettra l'accent sur le suivi et le contrôle des produits grâce au Système d'analyse, de traitement et de suivi des mouvements des produits (COMPAS). Les autres coûts opérationnels directs (COD) concernant l'alimentation scolaire comprennent une étude de référence et une deuxième série de traitement antihelminthique. On prévoit également le financement d'activités supplémentaires de suivi—évaluation visant à renforcer les capacités d'exécution des partenaires et à mener des évaluations.

Dispositifs logistiques

42. Le PAM utilise trois couloirs logistiques pour acheminer les produits jusqu'aux points de livraison avancés (PLA) en Côte d'Ivoire: par le port de San Pedro à l'ouest, par Abidjan à l'est et par le Burkina Faso au nord. Les vivres acheminés par mer à destination du Burkina Faso et du Mali seront débarqués aux ports de Dakar et de Lomé, puis transférés dans des entrepôts du PAM. Les vivres achetés localement seront directement livrés dans les entrepôts. L'aide alimentaire destinée aux activités et zones de projet sera pour l'essentiel acheminée par camions sous contrats commerciaux. Au Ghana, les produits seront livrés aux ports de Tema et de Takoradi puis acheminés vers les camps de réfugiés et les camps de transit.
43. Le PAM appliquera un taux uniforme de transport terrestre, d'entreposage et de manutention (TTEM) de 135 dollars la tonne en 2005.
44. L'IPSR continuera de bénéficier des services régionaux de transport aérien du personnel humanitaire du PAM, financés par le biais de l'opération spéciale 10061.2 "Services de transport aérien de passagers dans la région côtière de l'Afrique de l'Ouest (Guinée, Sierra Leone, Libéria et Côte d'Ivoire)".

Achat de produits alimentaires

45. Le PAM s'oriente vers une utilisation sélective du maïs et du blé boulgour pour s'aligner sur la composante secours de l'IPSR destinée à la Région côtière de l'Afrique de l'Ouest; les rations destinées à appuyer le redressement comprennent toujours du riz, indispensable à l'alimentation scolaire dans presque toute la région. La fourniture de riz au titre des programmes VCT est souvent judicieuse, car ce produit a naturellement de la valeur pour les familles. De même, les activités VCT liées à la protection des semences de riz sont plus efficaces si les rations comprennent du riz. De grandes quantités de maïs sont par ailleurs disponibles sur les marchés locaux.
46. Du mélange maïs-soja préparé localement serait aussi bien accepté par les écoliers et leur fournirait un complément utile de micronutriments dans le cadre du programme d'alimentation scolaire d'urgence. On étudiera les possibilités de coopération avec l'UNICEF pour acheter de mélange sur place, l'UNICEF fournissant le pré-mélange nécessaire.



Résultats du système de suivi-évaluation

47. Le système global de suivi-évaluation de l'IPSR est incorporé dans la stratégie de gestion axée sur les résultats et repose sur une matrice de planification définissant une hiérarchie des résultats conformément aux priorités stratégiques 1 à 4 du PAM, des indicateurs de performance et des hypothèses et risques (voir l'annexe III). Les résultats seront contrôlés régulièrement par les bureaux de pays. Le suivi normalisé des produits depuis le port d'arrivée jusqu'aux PLA et les données fondamentales sur les bénéficiaires sont tirés du système COMPAS et des rapports sur les distributions communiqués par les partenaires d'exécution. En ce qui concerne les distributions générales de vivres, la collecte des données fondamentales est complétée par un suivi de l'assortiment alimentaire. Des vérifications ponctuelles sur les sites de distribution, dans les écoles et sur les sites d'activités VCT sont effectuées par des contrôleurs du PAM qui utilisent des listes de vérification normalisées. L'analyse et la présentation des résultats des activités de suivi-évaluation ont généralement lieu au niveau du bureau central; ils seront encore améliorés en vue de mieux exploiter les informations lors des prises de décisions.
48. En Côte d'Ivoire, le suivi après distribution au niveau des ménages porte davantage sur les effets de l'aide du PAM sur les bénéficiaires. Des questionnaires et des indicateurs de suivi après distribution ont été mis au point en 2003 pour chaque type d'intervention du PAM. Le PAM dispense une formation au personnel des bureaux auxiliaires, aux contrôleurs de l'aide alimentaire et aux partenaires d'exécution. Des agents du gouvernement seront, le cas échéant, associés à la planification, à la distribution et au suivi après distribution des interventions d'aide alimentaire pour faciliter la prise en charge par le gouvernement de ces activités à mesure que la situation s'améliorera. Un système de suivi après distribution sera également mis en place au Ghana.
49. Les progrès accomplis dans l'atteinte de ces objectifs seront évalués à la fin de l'opération en comparant les indicateurs de résultats à plus long terme avec les données de référence par rapport aux priorités stratégiques. L'indicateur pilote pour la priorité stratégique 2 sera mis à l'essai en Côte d'Ivoire.
50. Le système de suivi de la sécurité alimentaire mis en place par le PAM complètera le système de suivi-évaluation et servira à l'analyse en vue des prises de décisions concernant l'IPSR en Côte d'Ivoire. Ce système de suivi de la sécurité alimentaire est utilisé dans le bureau d'Abidjan depuis octobre 2003. Il porte essentiellement sur deux grands secteurs d'activités interdépendants: i) meilleure connaissance de la situation de la sécurité alimentaire dans le pays, par le biais d'une évaluation de référence approfondie de la sécurité alimentaire et du suivi de l'évolution de la sécurité alimentaire par un contrôle régulier des indicateurs; et ii) diffusion de renseignements sur les résultats des principales interventions du PAM dans le pays par le biais d'une enquête de référence et d'enquêtes de suivi concernant les zones et les populations visées dans le nord et l'ouest du pays.
51. En 2005, des efforts seront nécessaires pour i) renforcer le système en place et adapter et simplifier les outils utilisés, ii) mettre l'accent sur les activités de suivi axées sur les résultats, iii) procéder systématiquement à la collecte des données, et iv) améliorer le processus d'établissement des rapports.



SECURITE

52. Depuis mai 2004, la sécurité en Côte d'Ivoire est précaire et le pays est classé en phase III. La situation est stable au Burkina Faso, au Ghana et au Mali. Les menaces les plus immédiates concernant la sécurité du personnel et la livraison des approvisionnements humanitaires sont le banditisme dans le nord et l'ouest, ainsi qu'à Abidjan et dans d'autres villes, et les affrontements entre factions des Forces nouvelles.
53. Pour gérer ces risques, le PAM participe au dispositif général de sécurité établi sous l'autorité du coordonnateur résident. Le PAM dispose d'un agent de sécurité sur le terrain qui travaille à plein temps au service du système des Nations Unies et d'un agent de sécurité à plein temps affecté depuis le début de la crise. Le PAM observe étroitement les normes minimum applicables aux opérations. Des pellicules de protection contre les explosions et un système de radiotransmission voix/données ont été installés dans tous les bureaux auxiliaires, dans le bureau régional d'Abidjan et dans les bureaux de pays. Le personnel de terrain est équipé de téléphones satellite; tous les véhicules sont dotés de systèmes de radiocommunications à haute fréquence et à très haute fréquence; tous les fonctionnaires disposent d'appareils de radio mobiles à très haute fréquence.
54. Des dispositifs de sécurité ont été mis en place pour le PAM, par exemple circulation en convoi des véhicules, suivi des véhicules et des mouvements du personnel 24 heures sur 24, contrôles radio quotidiens avec le personnel et plans d'évacuation.

BUDGET PROPOSE ET APPORTS NECESSAIRES

55. L'IPSR aura besoin de 33 677 tonnes de vivres (voir l'annexe I), dont 10 400 tonnes pour la distribution générale, 697 tonnes pour l'alimentation sélective, 3 910 tonnes à l'intention des groupes vulnérables, 12 465 tonnes pour l'alimentation scolaire d'urgence, et 6 198 tonnes pour les activités de redressement. Le coût total pour le PAM s'élève à 27,4 millions de dollars, dont 21,6 millions de dollars pour les COD et 4,0 millions de dollars pour les coûts d'appui directs (CAD).

RECOMMANDATION DU DIRECTEUR EXECUTIF

56. Il est demandé au Conseil d'administration d'approuver l'IPSR régionale 10372.0 qui doit se dérouler du 1er janvier au 31 décembre 2005, à l'intention de 922 500 bénéficiaires; le coût des produits alimentaires est de 11,3 millions de dollars et le coût total pour le PAM de 27,4 millions de dollars.



ANNEXE I

VENTILATION DES COÛTS DU PROJET			
	Quantité (tonnes)	Coût moyen par tonne	Valeur (dollars)
COÛTS POUR LE PAM			
A. Coûts opérationnels directs			
Produit ¹			
– Céréales			
• Riz	14 817		4 126 535
• Farine de maïs	6 109		1 701 357
• Blé boulgour	2 914		811 549
• Sorgho	1 997		556 165
– Légumes secs			
• – Lentilles	3 239		1 422 601
• – Haricots	201		88 281
• – Pois	514		225 754
– Mélange maïs-soja	1 594		548 336
– Huile végétale	1 784		1 732 264
– Sel	435		36 975
– Sucre	28		8 400
– Biscuits à forte teneur énergétique	45		36 000
Total, produits	33 677		11 294 216
Transport extérieur			4 195 710
Total, TTEM			4 545 590
Autres coûts opérationnels directs			1 538 167
Total, coûts opérationnels directs			21 573 682
B. Coûts d'appui directs (voir l'annexe II pour les détails)			4 032 117
Total, coûts d'appui directs			25 605 799
C. Coûts d'appui indirects (7 pour cent du total des coûts directs)			1 792 406
COÛT TOTAL POUR LE PAM			27 398 205
¹ Il s'agit là d'un assortiment alimentaire indicatif utilisé à des fins budgétaires et d'approbation. Le contenu peut varier en fonction des disponibilités de produits.			



ANNEXE II

BESOINS D'APPUI DIRECTS (dollars)	
Dépenses de personnel	
Administrateurs internationaux	1 201 450
Administrateurs nationaux	66 000
Personnel national des services généraux	402 152
Assistance temporaire	409 940
Heures supplémentaires	16 750
Incitations (prime de risque, repos et récupération)	296 500
Consultants internationaux	230 000
Consultants nationaux	4 000
Volontaires des Nations Unies	208 000
Voyages officiels du personnel	254 325
Formation et perfectionnement du personnel	85 000
Total partiel	3 174 117
Dépenses de bureau et autres coûts récurrents	
Location des locaux	95 000
Services collectifs	31 750
Fournitures de bureau	29 750
Communications et services TI	147 250
Assurance	29 500
Réparation et entretien du matériel	18 750
Entretien des véhicules et coûts d'exploitation	123 500
Autres dépenses de bureau	24 500
Contributions aux Nations Unies et services connexes	38 000
Total partiel	538 000
Équipement et autres coûts fixes	
Véhicules	140 000
Équipement TC/TI	149 000
Mobilier et matériel	31 000
Total partiel	320 000
TOTAL, COÛTS D'APPUI DIRECTS	4 032 117



RÉSUMÉ DU CADRE LOGIQUE DE L'IPSR CÔTE D'IVOIRE 10372.0 (JANVIER–DÉCEMBRE 2005)

Hiérarchie des résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses et risques
<p>Impact</p> <p>L'IPSR contribue à la stabilité de la sous-région et à la sécurité alimentaire des ménages par le biais d'une aide alimentaire destinée à protéger les actifs humains et productifs et à favoriser le redressement à long terme des personnes vulnérables qui ont souffert de la crise en Côte d'Ivoire.</p>	<p>Indicateurs d'impact</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de réfugiés, rapatriés et de PDI qui ont regagné leur lieu d'origine. • Nombre d'ex-combattants démobilisés. 	<ul style="list-style-type: none"> • L'évolution de la situation politique et le processus de négociations de paix, ainsi que les concertations intergouvernementales, se poursuivent en vue de faciliter les rapatriements et les retours au pays.
<p>Priorité stratégique 1: Sauver la vie des personnes touchées par la crise qui souffrent d'insécurité alimentaire grave.</p>		
<p>Résultats à plus long terme</p> <p>1.1 Stabilisation du taux de malnutrition dans les populations touchées par la crise, bénéficiant de l'aide du PAM au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire, au Ghana et au Mali.</p>	<p>Indicateurs de résultats à plus long terme</p> <ul style="list-style-type: none"> • Prévalence de la malnutrition: rapport poids/taille, taille/âge et poids/âge, si possible, chez les bénéficiaires de moins de 5 ans, par sexe. 	<ul style="list-style-type: none"> • La sécurité et l'accès s'améliorent. • Des contributions en espèces et des denrées alimentaires sont disponibles en temps voulu. • La ration est acceptée.
<p>Résultats à court terme</p> <p>1.1.1 Accès accru à la nourriture des populations qui souffrent d'insécurité alimentaire grave et sont touchées par le conflit, tels que les réfugiés dans les camps (Côte d'Ivoire et Ghana), les PDI et les rapatriés (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali), les personnes en transit et la population locale touchée par une insécurité alimentaire saisonnière (Côte d'Ivoire).</p>	<p>Indicateurs de résultats à court terme</p> <ul style="list-style-type: none"> • Volume de nourriture distribuée, par catégorie de projet, produit et période. • Nombre de bénéficiaires de l'aide alimentaire du PAM, par catégorie, tranche d'âge et sexe. 	<ul style="list-style-type: none"> • L'accès aux bénéficiaires est possible. • Il n'y a pas de rupture de la filière. • Les autres besoins fondamentaux sont couverts—par exemple santé, éducation, sécurité.



RÉSUMÉ DU CADRE LOGIQUE DE L'IPSR CÔTE D'IVOIRE 10372.0 (JANVIER-DÉCEMBRE 2005)

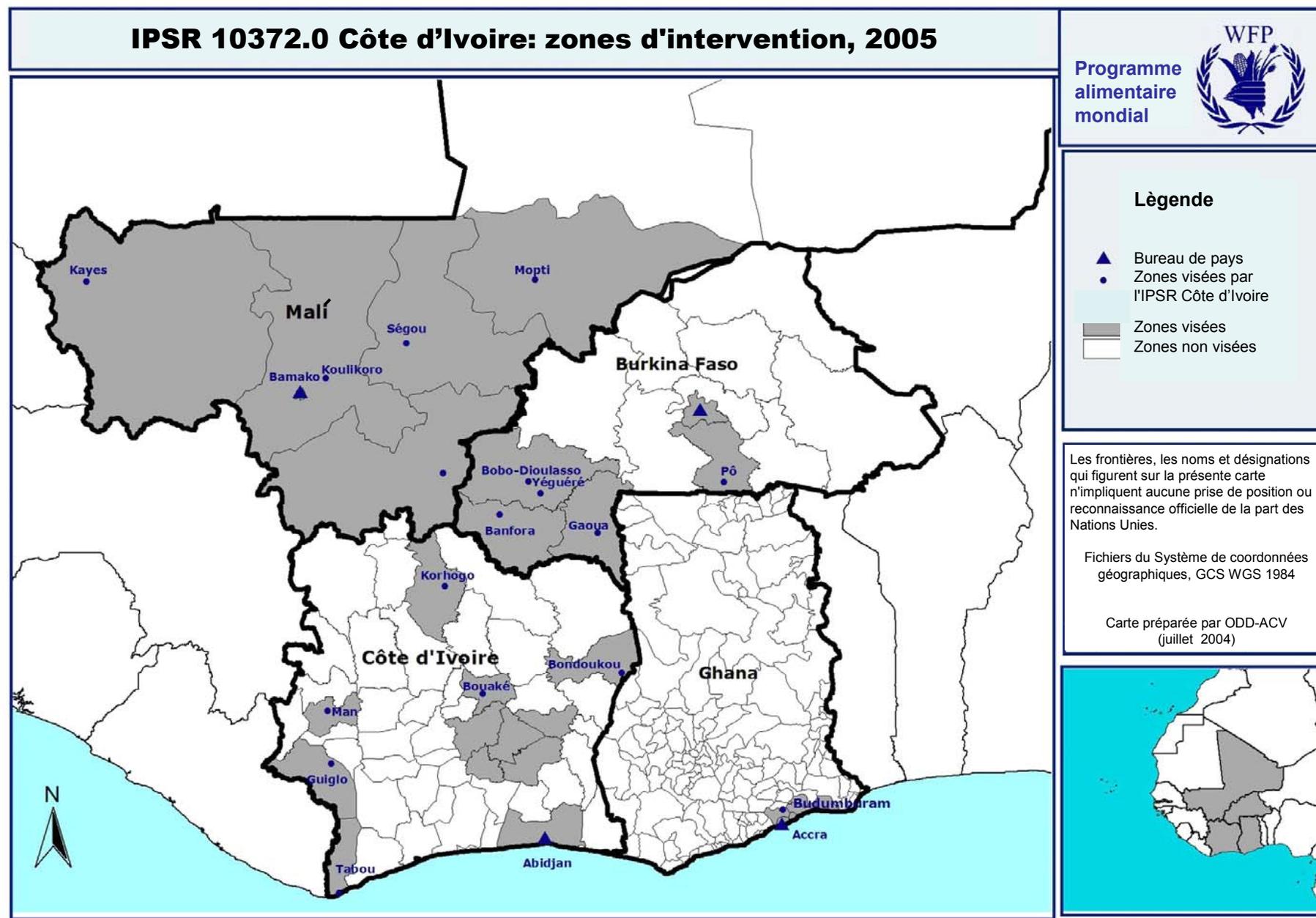
Hiérarchie des résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses et risques
Priorité stratégique 2: Protéger les moyens de subsistance, appuyer le rétablissement des actifs productifs et renforcer la capacité à résister aux crises		
Résultats à plus long terme 2.1 Capacité accrue à faire face aux crises et à satisfaire les besoins alimentaires de base (Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Mali).	Indicateurs de résultats à plus long terme <ul style="list-style-type: none"> Part des dépenses des ménages de bénéficiaires consacrée à la nourriture (Côte d'Ivoire). 	<ul style="list-style-type: none"> La sécurité et l'accès s'améliorent. Des contributions en espèces et des denrées alimentaires sont disponibles en temps voulu. La ration est acceptée.
Résultats à court terme 2.1.1 Les bénéficiaires visés participent aux activités de protection sociale et à la création d'actifs appuyée par l'aide alimentaire au Burkina Faso, en Côte d'Ivoire et au Mali.	Indicateurs de résultats à court terme <ul style="list-style-type: none"> Volume de nourriture distribuée, par catégorie de projet et par produit. Nombre de bénéficiaires participant aux activités de protection sociale et aux activités de production d'actifs; hommes, femmes. 	<ul style="list-style-type: none"> Des partenaires d'exécution sont disponibles—compétences techniques, ressources - pour les activités VCT. Les bénéficiaires sont disposés à prendre part aux activités VCT.
SP4: Appuyer l'accès à l'école primaire, en particulier dans les zones touchées par le conflit où l'aide du gouvernement est limitée		
Résultats à plus long terme (Côte d'Ivoire et Mali) 3.1 Accroissement des inscriptions de garçons et de filles dans les écoles primaires bénéficiant de l'aide du PAM. 3.2 Amélioration de la fréquentations des garçons et des filles dans les écoles primaires bénéficiant de l'aide du PAM.	Indicateurs de résultats à plus long terme <ul style="list-style-type: none"> Taux d'inscription absolu: nombre de garçons et de filles inscrits dans les écoles primaires bénéficiant de l'aide du PAM. Taux de fréquentation: pourcentage de garçons et de filles des écoles primaires bénéficiant de l'aide du PAM présents pendant au moins 75 pour cent de l'année scolaire. 	Hypothèses et risques <ul style="list-style-type: none"> La sécurité et l'accès s'améliorent. Des contributions en espèces et des denrées alimentaires sont disponibles en temps voulu. La ration est acceptée. Une aide complémentaire est fournie par d'autres agents humanitaires sous forme d'articles non alimentaires. Les écoles fonctionnent dans la plus grande partie du pays.



RÉSUMÉ DU CADRE LOGIQUE DE L'IPSR CÔTE D'IVOIRE 10372.0 (JANVIER–DÉCEMBRE 2005)

Hiérarchie des résultats	Indicateurs de performance	Hypothèses et risques
<p>Résultats à court terme</p> <p>3.1.1 Un repas est fourni aux élèves dans les écoles primaires bénéficiant de l'aide du PAM.</p>	<p>Indicateurs de résultats à court terme</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre de garçons et de filles recevant une aide alimentaire dans les écoles primaires bénéficiant de l'aide du PAM. 	<ul style="list-style-type: none"> • Il est possible d'accéder aux bénéficiaires. • Il n'y pas de rupture de la filière. • Les autres besoins fondamentaux sont couverts—par exemple santé, éducation, sécurité.
<p>SP3: Contribuer au maintien de l'état nutritionnel des groupes vulnérables, des femmes, des enfants et des personnes vivant avec le VIH/SIDA.</p>		
<p>Résultats à plus long terme</p> <p>4.1 Amélioration de l'état nutritionnel et sanitaire des femmes (Côte d'Ivoire), des enfants (Côte d'Ivoire, Ghana), des personnes vivant avec le VIH/SIDA et des autres groupes vulnérables (Côte d'Ivoire, Mali, Ghana).</p>	<p>Indicateurs de résultats à plus long terme</p> <ul style="list-style-type: none"> • Prévalence de la malnutrition aiguë (poids/taille chez les enfants de moins de 5 ans, par sexe. • Prévalence de la malnutrition chez les femmes adultes (indice de masse corporelle et insuffisance pondérale à la naissance). 	<ul style="list-style-type: none"> • La sécurité et l'accès s'améliorent.
<p>Résultats à court terme</p> <p>4.1.1 Meilleure couverture des enfants/femmes ayant droit aux programmes d'alimentation complémentaire/SMI.</p> <p>4.1.2 Accroissement du nombre de personnes vivant avec le VIH/SIDA couvertes par des interventions bénéficiant d'une aide alimentaire.</p>	<p>Indicateurs de résultats à court terme</p> <ul style="list-style-type: none"> • Nombre d'enfants souffrant de malnutrition touchés par les programmes d'alimentation complémentaire. • Nombre de femmes enceintes et de mères allaitantes touchées par le programme SMI bénéficiant de l'aide alimentaire. • Nombre de personnes vivant avec le VIH/SIDA touchées par des interventions bénéficiant de l'aide alimentaire. • Nombre de patients d'établissements sociaux bénéficiant de l'aide alimentaire du PAM, par catégorie, sexe et âge. • Pourcentage de produits alimentaires enrichis en micronutriments livrés au titre d'interventions nutritionnelles appuyées par le PAM. 	<ul style="list-style-type: none"> • Partenaires d'intervention disponibles — spécialités techniques, ressources— pour les activités d'alimentation sélective.





Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Programme alimentaire mondial (PAM) aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites.

LISTE DES SIGLES UTILISES DANS LE PRESENT DOCUMENT

ACV	Analyse et cartographie de la vulnérabilité
CAD	Coûts d'appui directs
COD	Cûts opérationnels directs
COMPAS	Système d'analyse, de traitement et de suivi des mouvements des produits
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture
HCR	Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
IPSR	Intervention prolongée de secours et de redressement
MSF	Médecins sans frontières
ONG	Organisation non gouvernementale
Oxfam	<i>Oxford Committee for Famine Relief</i>
PDI	Personne déplacée à l'intérieur du pays
PLA	Point de livraison avancé
SMI	Santé maternelle et infantile
TTEM	Transport terrestre, entreposage et manutention
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
VCT	Vivres-contre-travail
VPF	Vivres pour la formation

